

Emmanuel Macron sort son chéquier en grinçant des dents... mais qui paiera les impôts de demain ?



Les économistes de Bercy n'ont pas cessé de faire tourner leurs calculatrices pour savoir si le modèle français pouvait supporter une aggravation des dépenses publiques et sociales.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Bien joué, l'artiste. Emmanuel Macron n'avait pas le choix. Il a fait le job que les Gilets jaunes et sans doute, la majorité des Français lui demandaient depuis le début de la crise : le mea culpa, l'émotion, la preuve de l'écoute, et il a surtout signé un chèque d'au moins 10 milliards. Pour ramener l'ordre et la paix sociale, il ne pouvait pas faire autrement que de casser les tirelires. Pour s'affranchir de la taxe carbone, augmenter le SMIC et exonérer les pensions de retraite de l'augmentation de la CSG. Les calculs ne sont pas faits, mais entre les baisses d'impôts et de taxes, l'augmentation des dépenses sociales (Prime d'activité, retraite etc.) et le manque à gagner sur la croissance qui ne sera pas au rendez-vous, **on devrait aggraver le montant global des dépenses publiques et sociales de plus de 10 milliards d'euros par an. Entre 10 et 15 milliards d'euros, laisse entendre le ministre de l'Economie.**

Autant dire que la perspective de maintenir la France en dessous des 3 % de déficit public est désormais illusoire. Autant dire que le prochain budget qui est en phase terminale ne verra pas le nouvel an dans des habits de Maastricht... Mais so what ? L'important n'est pas là, l'important est de savoir si le modèle économique supportera l'addition et si les profits d'un tel remue-ménage seront durables.

Les avis sont très divergents, preuve des fragilités de la science économique.

Les uns expliquent que la France se prépare à un destin à l'italienne, qu'elle ne pourra pas accroître son endettement sans prendre le risque d'avoir à affronter les marchés et par conséquent, de voir ses taux d'intérêt monter et son attractivité baisser. Ce qui entrainera mécaniquement un reflux des investisseurs, une baisse de l'activité et une augmentation du chômage. C'est l'explication classique.

D'autres, les armées de keynésiens, estiment qu'une relance de cette ampleur va soutenir la consommation et que la consommation soutient l'activité. C'est du Keynes lu un peu rapidement, mais c'est une thèse très partagée par toutes les écoles de gauche et du centre-gauche. Écoles qui ont aussi toujours oublié que **la consommation en France se fournissait surtout à l'étranger pour des raisons de coût.** Donc relance oui, mais relance des ateliers dans les provinces de Shanghai d'abord.

En fait, aucune des deux écoles, aussi radicales l'une que l'autre, ne tient le modèle économique. Le modèle marche un peu sur les deux jambes : la logique d'offre et la logique de la demande. La première pour préparer le long terme, la seconde pour répondre aux urgences du court terme.

Et aujourd'hui, l'urgence est de satisfaire le marché politique très vite. La seule solution, c'est de payer.

Alors, quels peuvent en être les effets et à quelles conditions ces effets seront bénéfiques, y compris sur le long terme ?

1er bénéfice, le retour au calme, c'est le retour au travail. Ce n'est pas gagné mais si ça pouvait assurer une fin de mois plus large, ça permettrait de limiter les dégâts au niveau des chiffres d'affaire, parce que les industries hôtelières, les industries de la restauration et tout le commerce de l'habillement et d'équipement de la maison ont enregistré une baisse d'activité de 30% environ. Parallèlement, ça permet de gagner du temps pour organiser les concertations.

2e effet : un changement de logiciel dans les rapports avec l'Europe. La France a l'occasion de demander et d'obtenir un changement du règlement de copropriété. Avec une Allemagne en proie au doute sur la fiabilité de son modèle, la France est parfaitement crédible pour engager des inflexions de fonctionnement.

3e effet : Emmanuel Macron est condamné à inventer le service public et social de l'avenir. Un tel effort sur la demande doit conforter la France dans son entreprise de réformes structurelles et notamment de réformes de l'Etat. Si les Gilets jaunes réclament des services publics et sociaux, ils n'en réclament pas plus, mais ils demandent surtout et à juste titre plus d'efficacité et plus de qualité. Il y a des services publics qui peuvent être produits par la sphère privée à des conditions meilleures et moins chères.

4e effet : l'effort doit rendre du pouvoir d'achat aux Français, mais parallèlement, on doit aussi lui rendre une liberté de choix au niveau de ses dépenses. Actuellement entre les dépenses contraintes et les dépenses sociales qui sont obligatoires, le Français de la classe moyenne n'a pratiquement plus de pouvoir de dépenser. Il faut lui rendre de la liberté. Et par exemple, lui permettre de sortir du champ de la solidarité nationale pour qu'il puisse entrer dans le champ de l'assurance.

5eme effet, le plan de relance ne marchera que si et seulement si, on n'abandonne pas l'objectif de compétitivité C'est le cœur du réacteur si on veut retrouver une industrie et s'affranchir des fournisseurs étrangers. Et il va falloir être inventif pour conserver une compétitivité avec les mesures annoncées.